

Sommaires de projet



2011–2012



cec.org

INTRODUCTION

Le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE)—composé des ministres de l'Environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis—a défini un programme de travail ambitieux pour la CCE, axé sur trois priorités environnementales :

- Des collectivités et des écosystèmes en santé
- Les changements climatiques – Une économie à faibles émissions de carbone
- L'écologisation de l'économie nord-américaine

Les seize projets résumés ici illustrent la vision et les priorités du Conseil de la CCE et témoignent d'un engagement renouvelé du Canada, du Mexique et des États-Unis à l'égard de la coopération environnementale. Les projets ont été définis par des fonctionnaires et des experts des trois pays, qui participent également à leur mise en œuvre. Lors de l'élaboration des projets, on a tenu compte des conseils et des commentaires de la population nord-américaine, recueillis par le Comité consultatif public mixte de la CCE.

Les projets reflètent également le fait que le Conseil reconnaît qu'on ne pourra réellement s'attaquer aux problèmes environnementaux en Amérique du Nord qu'en sollicitant la participation du public, des collectivités et des partenaires intéressés dans les trois pays, et en encourageant le partage des responsabilités à l'égard de la protection de notre environnement.

Les descriptions détaillées des projets, de même que les budgets connexes, se trouvent dans le Plan opérationnel de la CCE pour 2011–2012, que le Conseil a approuvé en juin 2011.

Les projets de la CCE sont réalisés avec le soutien financier du gouvernement du Canada, par l'entremise du ministère de l'Environnement, du gouvernement des États-Unis du Mexique, par l'entremise du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, et du gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'entremise de l'Agence de protection de l'environnement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces projets, veuillez communiquer avec la directrice des programmes de la CCE, Dolores Wesson (dwesson@cec.org; 514 350-4320), ou le responsable de chaque projet, dont le nom figure à la fin du sommaire des projets.

Le site Web www.cec.org/projets offre une description complète des projets.

DES COLLECTIVITÉS ET DES ÉCOSYSTÈMES EN SANTÉ

Amélioration de la qualité de l'air intérieur au sein des collectivités autochtones d'Alaska et d'autres régions d'Amérique du Nord	1
Renforcement des capacités d'amélioration de l'hygiène du milieu dans les collectivités vulnérables d'Amérique du Nord	3
Les prairies d'Amérique du Nord : activités de gestion et partenariats destinés à améliorer la résilience des écosystèmes et des collectivités	5
Collaboration en vue de conserver les paysages transfrontaliers de la région de Big Bend-Río Bravo et soutien du Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes	7
Participation des collectivités à la conservation de la biodiversité marine grâce au Réseau nord-américain d'aires marines protégées	11
Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord	13
Méthodes d'identification et de suivi des produits chimiques commerciaux en Amérique du Nord	15
Stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes	17
Surveillance et évaluation environnementales des substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes	19
Amélioration de l'application des lois de l'environnement en Amérique du Nord	21

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

Amélioration de la comparabilité des données, des méthodes et des inventaires relatifs aux émissions en Amérique du Nord	23
Sources et stockage de carbone dans les écosystèmes : informations nécessaires en vue de quantifier et de gérer les réductions d'émissions de gaz à effet de serre	25
Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques	27

L'ÉCOLOGISATION DE L'ÉCONOMIE NORD-AMÉRICAINNE

Amélioration des conditions favorisant le bâtiment écologique en Amérique du Nord	29
Amélioration de la performance économique et environnementale des chaînes d'approvisionnement dans l'industrie automobile nord-américaine	31
Gestion rationnelle des déchets électroniques en Amérique du Nord	33

Amélioration de la qualité de l'air intérieur au sein des collectivités autochtones d'Alaska et d'autres régions d'Amérique du Nord



Ce projet vise [...] à réduire le recours aux soins respiratoires au sein des populations autochtones d'Alaska en atténuant leur exposition aux polluants atmosphériques dans les habitations.

Habitations insalubres, surpeuplement, mauvaise qualité de l'air intérieur, absence d'installations sanitaires et d'autres conditions du milieu contribuent à de graves problèmes de santé au sein de certaines collectivités autochtones. Chaque année, dans certaines régions d'Alaska, un nourrisson sur quatre est hospitalisé en raison d'une infection respiratoire aiguë, et les taux d'hospitalisation de nourrissons atteints de maladies respiratoires aiguës et chroniques dans ces collectivités font partie des plus élevés jamais enregistrés. Les populations des collectivités éloignées n'ont pas toujours accès à des soins d'urgence adéquats pour traiter ces enfants, et les coûts de transport et d'hospitalisation peuvent dépasser 50 000 \$US par enfant. La bronchectasie, un

grave type de pneumonie chronique pratiquement éradiqué dans les pays développés, demeure courante chez les enfants autochtones en bas âge d'Alaska.

Ce projet vise à démontrer que de l'information et des modifications sans frais ou peu coûteuses aux habitations, comme le remplacement du poêle à bois et l'amélioration de la ventilation, peuvent contribuer à réduire le recours aux soins respiratoires au sein des populations autochtones d'Alaska en atténuant leur exposition aux polluants atmosphériques dans les habitations.

La CCE est l'organe tout indiqué pour participer à de tels efforts, du fait qu'on observe des conditions ambiantes et des effets sur la santé similaires dans d'autres collectivités autochtones d'Amérique du Nord.

Projets connexes de la CCE

Le projet Amélioration de la qualité de l'air intérieur afin de réduire l'exposition aux polluants atmosphériques, y compris les particules fines et les composés chimiques, au sein des collectivités autochtones d'Alaska et d'autres régions d'Amérique du Nord facilitera l'élaboration d'informations et d'outils dans le cadre du projet intitulé Renforcement des capacités d'amélioration de l'hygiène du milieu dans les collectivités vulnérables d'Amérique du Nord.



Partenaires

Le projet sera réalisé par l'entremise de l'*Alaska Native Tribal Health Consortium* (Consortium sur la santé des autochtones d'Alaska), lequel offre une vaste gamme de soins de santé et de services publics à plus de 220 tribus autochtones de cet État et représente le plus important organisme de soins de santé géré par des tribus aux États-Unis. Les autres partenaires éventuels comprennent des tribus, des Premières nations ainsi que des populations et des collectivités autochtones des trois pays d'Amérique du Nord.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Orlando Cabrera**, par courriel, à l'adresse ocabrera@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4323.

Renforcement des capacités d'amélioration de l'hygiène du milieu dans les collectivités vulnérables d'Amérique du Nord



L'accès du public à un vaste éventail d'informations, dont les données sur les émissions polluantes et la qualité de l'air ambiant, représente un élément essentiel afin de réduire les risques d'exposition des personnes et des collectivités vulnérables.

La pollution de l'environnement peut avoir des effets considérables sur la santé humaine, cependant, celle de certaines personnes ou même de certains groupes de personnes est beaucoup plus vulnérable aux risques d'exposition à cette pollution. De nombreuses variables influent directement ou indirectement sur la gravité de ses effets sur la santé. Par exemple, des polluants atmosphériques peuvent être à l'origine de l'asthme chez les très jeunes enfants et les personnes très âgées, ainsi que chez les personnes dont cette maladie respiratoire fait partie des antécédents familiaux, ou peuvent aggraver des problèmes respiratoires et cardiaques. Il est possible de prévenir et d'atténuer de nombreux risques que présente l'environnement en matière de santé. L'accès du public à

un vaste éventail d'informations, dont les données sur les émissions polluantes et la qualité de l'air ambiant, représente un élément essentiel afin de réduire les risques d'exposition des personnes et des collectivités vulnérables.

Ce projet comporte deux volets de renforcement des capacités. Le premier consiste à élaborer un document-cadre en se fondant sur les outils d'évaluation des risques existants et l'information connexe, et ce, afin d'aider les collectivités à cerner les risques éventuels de la pollution de l'environnement pour la santé. L'élaboration de ce document-cadre vise à énoncer les facteurs à considérer lors de la caractérisation de la vulnérabilité de la santé d'une personne ou d'une collectivité à cette

pollution. Ce document servira de fondement à la préparation de différents types de documents qui donneront aux citoyens d'Amérique du Nord la possibilité de prendre des décisions plus éclairées en vue de protéger leur santé des polluants qui se trouvent dans l'environnement.

Le second volet de renforcement des capacités consiste à soutenir le programme AirNow-International au Mexique dans le but d'informer le grand public sur les conditions atmosphériques qui peuvent avoir des effets néfastes sur sa santé. Ce programme, déjà en application au Canada et aux États-Unis, constitue une plateforme de gestion des données de surveillance de la qualité de l'air ambiant qui facilite l'accès du public et des décideurs à l'information sur la qualité de l'air à l'échelle locale.

Le projet vise aussi à accroître la sensibilité des intervenants aux risques que présente l'environnement en matière de santé, notamment au



sein des collectivités les plus vulnérables, ainsi qu'à favoriser la poursuite d'activités collectives destinées à réduire les risques d'exposition à la pollution de l'environnement.

Projets connexes de la CCE

Ce projet permettra un échange d'informations avec les projets intitulés **Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord** et **Stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**.

Partenaires

Il est prévu de constituer un groupe consultatif multilatéral comprenant des représentants d'organisations non gouvernementales, des secteurs public et privé, et d'organismes communautaires afin de contribuer à l'élaboration du document-cadre. La mise en œuvre du programme **AirNow-International** au Mexique donnera lieu à la participation d'**Environnement Canada**, du *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) et de l'*Instituto Nacional de Ecología* (Institut national d'écologie) du Mexique, ainsi que de l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Orlando Cabrera**, par courriel, à l'adresse ocabrera@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4323.

Les prairies d'Amérique du Nord : activités de gestion et partenariats destinés à améliorer la résilience des écosystèmes et des collectivités



PFRA

Les prairies constituent l'une des écorégions les plus importantes, mais l'une des plus menacées en Amérique du Nord. S'étendant de la Saskatchewan jusqu'au Chihuahua, les prairies du continent comptent parmi les plus grands territoires agricoles et d'élevage de bétail de la planète. Toutefois, moins de 20 % des prairies indigènes nord-américaines sont encore intactes et moins de 3 % d'entre elles se trouvent à l'intérieur d'aires protégées.

Les herbes courtes et longues constituent une importante source de nourriture pour le bétail et un habitat pour les espèces indigènes. Ces herbes contribuent également à la conservation de l'eau et à la séquestration de grandes quantités de carbone lorsqu'elles ne sont pas perturbées par le feu et la sécheresse. Étant donné qu'il s'agit du seul habitat commun et contigu du continent, les prairies établissent des liens essentiels pour les oiseaux indigènes et migrateurs d'Amérique du Nord, de même que pour de nombreuses espèces en voie de disparition. L'agriculture et l'élevage ont tellement transformé l'ensemble des aires de répartition des espèces de cette écorégion, qu'il s'avère nécessaire d'appliquer des stratégies de conservation visant à relier les principaux habitats indigènes qui réclament désormais le recours à une coopération trilatérale.

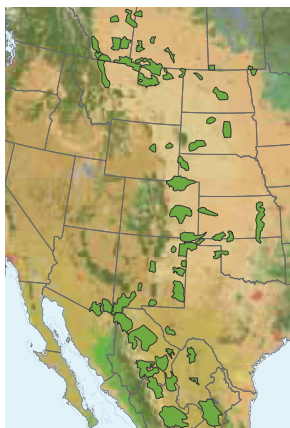
Les éleveurs des prairies, plus particulièrement les producteurs de bœuf, conviennent de la nécessité d'adopter des méthodes agricoles et

d'élevage durables, surtout celles favorisant la conservation de la biodiversité et la gestion des espèces sauvages. L'un des défis à relever consiste toutefois à ce que les partenaires de la gestion des prairies à l'échelle continentale, régionale et locale adoptent et diffusent ces méthodes, mais peu de mesures incitatives économiques encouragent leur adoption. Il est donc essentiel de relever ce défi : les mesures de conservation des prairies permettront d'endiguer le taux de conversion d'habitats naturels le plus élevé parmi toute autre écorégion terrestre d'Amérique du Nord, sans compter qu'elles permettront d'atténuer la rareté de l'eau et offriront des solutions de rechange pour l'adaptation des espèces et la modification de leurs aires de répartition en raison des changements climatiques.

Ce projet sera mené en étroite collaboration avec des associations d'éleveurs afin de compiler et de diffuser des méthodes durables de production et d'élevage qui favorisent la conservation de la biodiversité. Il soutiendra également l'établissement de partenariats afin de permettre la transmission de ces méthodes aux gestionnaires de terres, et ce, dans le but qu'ils les soutiennent et les mettent en application. Ces activités seront complétées par une étude visant à surveiller le rétablissement des oiseaux dans les prairies et à recueillir fournir des données scientifiques sur les besoins en habitat des espèces indigènes et migratrices.

Réalisations

La CCE a déjà mené à bien des projets relatifs à la conservation des prairies, dont l'élaboration, en 2003, d'une stratégie continentale de conservation et la réalisation, en 2005, d'une activité de cartographie des aires de conservation prioritaires dans les prairies qui a récemment fait l'objet d'une actualisation dans le cadre des travaux relatifs à l'*Atlas environnemental de l'Amérique du Nord*. <www.cec.org/atlasan>



Aires de conservation prioritaires des prairies

La CCE a également mené d'autres travaux, à savoir le renforcement de la capacité de surveillance des oiseaux dans le cadre de l'Initiative de conservation des oiseaux d'Amérique du Nord, la désignation d'espèces suscitant des préoccupations communes en matière de conservation et des interventions donnant suite à ces préoccupations, l'établissement de plans d'action nord-américains de conservation d'espèces des prairies (dont la chevêche des terriers, le chien de prairie à queue noire et la buse rouilleuse), et le soutien à la conservation des prairies dans le nord du Mexique cadrant avec le programme de travail concerté de la CCE pour 2008 à 2010. <www.cec.org/prairies>

Projets connexes de la CCE

Lorsque les écosystèmes des prairies sont salubres, ils constituent des lieux de stockage du carbone des plus efficaces. Ce projet permettra de recueillir et d'utiliser des données sur la couverture terrestre et des modèles de bilan du carbone élaborés dans le cadre du projet intitulé **Stockage et sources de carbone au sein des écosystèmes: informations destinées à les quantifier et à les gérer pour réduire les gaz à effet de serre**. Il contribuera également au projet intitulé **Collaboration en vue de conserver les paysages transfrontaliers de la région de Big Bend-Río Bravo** relatif à des stratégies de conservation des prairies.

Partenaires

Les partenaires du projet comprennent **Environnement Canada**, la *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles), la *Comisión Nacional Para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad* (Commission nationale sur la connaissance et l'utilisation de la biodiversité) et la *Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas* (Commission nationale sur les aires naturelles protégées) du Mexique, ainsi que le *Fish and Wildlife Service* (Service des pêches et de la faune) et le *Forest Service* (Service des forêts) des États-Unis. En outre, le projet donnera lieu à plusieurs coentreprises de même qu'à des partenariats avec des organisations non gouvernementales.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec la gestionnaire de programme, **Karen Richardson**, par courriel, à l'adresse <krichardson@cec.org>, ou par téléphone, au **514 350-4326**.

Collaboration en vue de conserver les paysages transfrontaliers de la région Big Bend-Río Bravo

Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes



Krista Schlyer/enviro-pic.org

L'Amérique du Nord comprend de vastes paysages incluant des montagnes, des fleuves et rivières, des prairies, des canyons et des déserts. Le long de nos frontières, où les écosystèmes nordiques et méridionaux se rencontrent, on retrouve une extraordinaire diversité d'espèces, dont un grand nombre, comme des poissons, des oiseaux, des ours et des mouflons d'Amérique, traversent librement les frontières. La conservation transfrontalière de ces paysages visant à relier l'habitat de végétaux et des animaux est essentielle à l'élaboration de stratégies de protection de la diversité et d'adaptation aux effets des changements climatiques.

Cette année, le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE), composé des ministres de l'Environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis, a approuvé ce projet de partenariat avec une nouvelle coalition du secteur de l'environnement, dont les membres représentent les gouvernements, des ONG et le secteur privé, dans le cadre d'activités qui mettent en évidence l'importance de la coopération régionale et illustrent notre engagement à l'égard de la conservation transfrontalière en Amérique du Nord.

Ce projet, qui s'inspire de la déclaration pré-scientifique États-Unis-Mexique de mai 2010 au sujet d'une aire naturelle d'intérêt binational dans la région de Big Bend-Río Bravo et s'appuie sur le succès des activités de conservation menées

dans la région, comme le Big Bend Conservation Cooperative, visera le renforcement de la capacité d'améliorer la conservation transfrontalière à grande échelle et dans le contexte des paysages. Ce projet de coopération binationale pour la conservation réunit des États et des agences fédérales de gestion des ressources foncières et naturelles des États-Unis, les autorités fédérales mexicaines de l'environnement et la Commission internationale des frontières et des eaux, entre autres.

Cette coopération renforcera et élargira les activités de gestion des ressources naturelles basées sur des données scientifiques, du fait qu'elle facilitera la coordination des activités menées pour comprendre et réduire les facteurs de stress sur l'écosystème de la région, y compris les changements climatiques. Ce partenariat binational évolutif servira également de modèle à des activités similaires menées dans d'autres régions transfrontalières.

Avec l'aide de la CCE, les Parties favoriseront la croissance et le développement de ce partenariat transfrontalier par des réunions dirigées avec service de traduction simultanée, des activités de sensibilisation communautaire et le renforcement des capacités et de l'expertise de gestion des ressources naturelles fondées sur des données scientifiques. Dans le cadre des activités menées en partenariat, on effectuera une planification transfrontalière afin de déterminer les valeurs des ressources partagées et

les priorités, et on appliquera des stratégies de conservation des services écosystémiques, tout en établissant des liens avec les initiatives fédérales connexes. Le projet constituera également une composante du Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes, qui encourage les citoyens à participer aux efforts de conservation binationaux, notamment ceux des groupes d'éducation sur l'eau et l'environnement.

Ce projet vise à concevoir un modèle de collaboration entre les décideurs et les partenaires,

axé sur la conservation transfrontalière. Il en résultera entre autres une stratégie de conservation binationale, fondée sur des données scientifiques, pour la région Rio Grande/Río Bravo. La stratégie décrira notamment les mesures de gestion des espèces envahissantes et les avantages de ces mesures. Parmi les autres résultats, mentionnons la création d'outils de développement social et économique durable en vue de l'intégration des collectivités locales à une stratégie de conservation régionale.

Réalisations

Par le passé, la CCE a financé des travaux visant à délimiter et à cartographier des écorégions terrestres en Amérique du Nord, ainsi que des travaux relatifs à plusieurs espèces suscitant des préoccupations communes en matière de conservation, dont l'élaboration de plans d'action nord-américains de conservation détaillés relativement à quatre espèces terrestres.

Projets connexes de la CCE

Ce projet sera mené en étroite collaboration avec le Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes, ainsi qu'avec les responsables du projet intitulé **Les prairies d'Amérique du Nord : activités de gestion et partenariats destinés à améliorer la résilience des écosystèmes et des collectivités**, lequel prévoit l'élaboration de méthodes exemplaires de gestion de ces prairies.

Partenaires

La CCE se joindra à une coalition de partenaires en conservation qui regroupe entre autres : le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles), la *Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas* (Commission nationale des aires naturelles protégées), la *Comisión Internacional de Límites y Aguas* (Commission internationale des frontières et des eaux), la *Comisión Nacional de Agua* (Commission nationale de l'eau), l'*Instituto Nacional de Ecología* (Institut national d'écologie), le *Department of the Interior* (département de l'Intérieur), l'*US Fish and Wildlife Service* (Service des pêches et de la faune des États-Unis), le *National Park Service* (Service des parcs nationaux), l'*US Geological Survey* (Commission géologique des États-Unis), l'*US Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement des États-Unis), le *Texas Parks and Wildlife Department* (Service des parcs et de la faune du Texas), la *Texas Commission on Environmental Quality* (Commission pour la qualité de l'environnement du Texas), la *Sul Ross State University*, l'*Utah State University*, le **Fonds mondial pour la nature**, **Environmental Defense**, **Trans Pecos Land and Water Trust** (Fiducie des terres et des eaux Trans Pecos) et **Profauna**.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec la coordonnatrice du projet, Catherine Hallmich, par courriel, à l'adresse, <challmich@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350-4376.

Collaboration en vue de conserver les paysages transfrontaliers de la région Big Bend-Río Bravo

Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes



Kyle T. Ramirez

Le longicorne asiatique (*Anoplorophera glabripennis*) est un perce-bois qui s'attaque aux arbres sains, particulièrement aux feuillus comme l'érable, l'orme, le peuplier et le saule.

La propagation de diverses espèces envahissantes sur le continent constitue également un risque pour près de la moitié des espèces menacées ou en voie de disparition en Amérique du Nord.

Les réseaux mondiaux de commerce et de transport mettent plus que jamais les gens en relation avec toutes sortes d'emplacements à l'échelle planétaire. Ces réseaux donnent parfois lieu au transport d'espèces exotiques envahissantes qui, lorsqu'elles sont établies dans un nouveau milieu, peuvent avoir des effets dévastateurs autant sur les espaces naturels que sur les infrastructures essentielles. Ces espèces ont causé des dommages correspondant à des pertes économiques de plus de 100 milliards de dollars en Amérique du Nord. Par exemple, les États-Unis investissent plus de 1 milliard de dollars chaque année pour lutter contre les plantes aquatiques envahissantes telles que le myriophylle en épi dans le sud-est du pays. Cette espèce a grandement perturbé certains plans d'eau en modifiant la vitesse de sédimentation, l'apport en oxygène et en lumière, et en nuisant à la navigation, à la pêche et à d'autres activités récréatives.

La propagation de diverses espèces envahissantes sur le continent constitue également un risque pour près de la moitié des espèces menacées ou en voie de disparition en Amérique du

Nord. Par ailleurs, l'adaptation des espèces envahissantes a été exacerbée par les changements climatiques. L'un des moyens de régler ce problème consiste à établir des réseaux de spécialistes qui travailleraient de concert, notamment en échangeant des informations, des cartes et des données.

Le Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes représente un consortium de spécialistes et d'institutions qui s'emploient à éradiquer les espèces envahissantes en Amérique du Nord grâce à l'acquisition de connaissances scientifiques sur ces espèces et à l'élaboration de mesures d'intervention efficaces. Le présent projet constitue un volet d'un plus vaste projet qui vise à conserver la région transfrontalière de Big Bend-Río Bravo, et il permettra au consortium de renforcer ses capacités d'élaborer et de diffuser de l'information sur les espèces envahissantes, ainsi que de former les membres des collectivités locales afin qu'ils puissent prendre des mesures visant à prévenir et à gérer les nouvelles invasions biologiques.

Réalisations

La CCE a déjà contribué à l'élaboration de lignes directrices et d'outils en matière de gestion des risques afin de recenser les espèces aquatiques envahissantes dans les aires prioritaires fortement vulnérables aux invasions biologiques. Elle a également apporté son soutien à des études sur les risques que présentent les espèces envahissantes dans le golfe du Maine et le golfe du Saint-Laurent, ainsi que dans la région de la Laguna Madre et du Río Bravo, dans le nord-est du Mexique et le sud du Texas. Plus récemment, la CCE a financé les efforts du **Réseau nord américain sur les espèces envahissantes** en vue d'établir un consortium de spécialistes nord américains.



South Florida Water Management District

Le python de Birmanie (*Python molurus bivittatus*) est une espèce qui a envahi le Parc national des Everglades en Floride.



La prolifération de la rascasse volante (*Pterois volitans*) dans l'Atlantique et la mer des Caraïbes constitue une menace pour l'équilibre des récifs coralliens.

Projets connexes de la CCE

Le projet sera mené de concert avec celui intitulé **Collaboration en vue de conserver les paysages transfrontaliers de la région de Big Bend-Río Bravo**, et il comprend la tenue d'un atelier sur les enseignements tirés de cette activité binationale. Le consortium de spécialistes associés à ce projet fournira également de l'information et des données qui pourront servir dans le cadre d'un autre projet intitulé **Les prairies d'Amérique du Nord : activités de gestion et partenariats destinés à améliorer la résilience des écosystèmes et des collectivités.**

Partenaires

Les partenaires du projet comprennent le **Réseau nord-américain sur les espèces envahissantes**, **Environnement Canada**, la *Comisión Nacional Para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad* (Commission nationale sur la connaissance et l'utilisation de la biodiversité) et la *Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas* (Commission nationale des aires naturelles protégées) du Mexique, ainsi que le *Department of Interior* (ministère de l'Intérieur) des États-Unis.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec la gestionnaire de programme, **Karen Richardson**, par courriel, à l'adresse krichardson@cec.org, ou par téléphone, au **514 350-4326**.

Participation des collectivités à la conservation de la biodiversité marine grâce au Réseau nord-américain d'aires marines protégées



Octavio Aburto

Les récifs rocheux du golfe de Californie fournissent un refuge pour une grande variété de poissons démersaux et territoriaux.

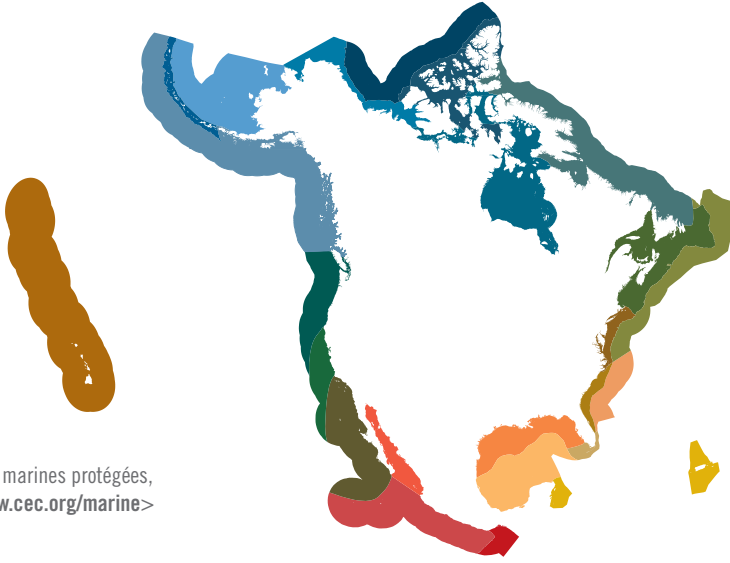
La majorité des Nord-Américains vivent près des côtes, mais la sensibilisation du public est limitée quant aux effets des changements climatiques et d'autres facteurs de stress sur la salubrité du milieu marin.

Les poissons n'ont pas besoin de passeport et traversent librement les frontières en se déplaçant à travers les zones de frai, les nurseries et les aires d'alimentation dont ils dépendent, et parfois sur de grandes distances. Et même s'il est souvent difficile de voir des poissons et d'autres animaux marins et de dénombrer leur population, on sait que la plupart des espèces occupent diverses zones océaniques durant toute leur vie. On a désigné sous le nom d'« aires marines protégées » (AMP) certaines de ces zones essentielles afin de restaurer et de maintenir la salubrité des océans et d'assurer une certaine protection contre des facteurs de stress tels que la pêche, la destruction des habitats et la pollution. Ces AMP peuvent constituer des réseaux de zones essentielles et offrir des lieux sûrs qui s'avèrent indispensables aux étapes de la vie de diverses espèces.

Il faut également tenir compte des changements climatiques dans la planification et la ges-

tion des AMP. La majorité des Nord-Américains vivent près des côtes, mais la sensibilisation du public est limitée quant aux effets des changements climatiques et d'autres facteurs de stress sur la salubrité du milieu marin. Les collectivités côtières doivent connaître le rôle des océans à titre de fournisseurs de biens et services, dont la nourriture, les loisirs et le tourisme, car ils préservent la prospérité des économies côtières.

Ce projet comporte deux volets : d'une part, une activité d'information et de sensibilisation à l'intention des collectivités côtières afin de faire valoir le rôle que jouent les AMP en Amérique du Nord dans la préservation des océans et de ces collectivités, et, d'autre part, une synthèse des données scientifiques illustrant les effets des changements climatiques sur les aires de répartition des espèces marines. Ces deux volets contribueront à la planification et à la gestion des AMP en Amérique du Nord.



Aires marines protégées,
<www.cec.org/marine>

Réalisations

Ce projet se fonde sur divers projets antérieurs de la CCE, dont un récent intitulé **Conservation des espèces et des aires marines qui suscitent des préoccupations communes**. Il tire également parti de la réalisation d'autres activités qui ont permis de décrire et de cartographier des écorégions marines d'Amérique du Nord, de désigner des aires de conservation prioritaires dans la région s'étendant de la mer de Béring à la Baja California, de dresser des plans d'action nord-américains pour la conservation d'espèces qui suscitent des préoccupations communes, et de soutenir le Réseau nord-américain d'aires marines protégées.

Projet connexe de la CCE

Ce projet fournira des informations scientifiques relatives aux effets des changements climatiques sur les AMP, qui éclaireront les décideurs lors de l'élaboration de stratégies d'adaptation. Il sera également utile aux utilisateurs de la plateforme prévue dans le projet intitulé **Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques**.

Partenaires

Les partenaires du projet comprennent **Pêches et Océans Canada**, **Parcs Canada**, la *Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas* (Commission nationale des aires naturelles protégées) du Mexique, la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (Administration océanique et atmosphérique nationale) des États-Unis, le *Conseil international pour l'exploration de la mer* et les *Coastal Ecosystem Learning Centers* (centres d'apprentissage sur les écosystèmes côtiers), un réseau trinational d'aquariums et de centres de recherche.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec la gestionnaire de programme, **Karen Richardson**, par courriel, à l'adresse <krichardson@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350-4326.

Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord



En 1984, une usine de Bhopal, en Inde, a rejeté un nuage toxique d'isocyanate de méthyle qui a provoqué la mort de milliers de personnes. Moins d'un an plus tard, une fuite de substance chimique dans une usine de Virginie-Occidentale a entraîné l'hospitalisation de six employés et d'une centaine de résidents. Des accidents de ce genre ont suscité des demandes d'information de la part du public sur les substances que rejettent les établissements industriels dans l'environnement, et ont déclenché des mouvements dans le monde entier faisant valoir le droit du public à être informé à ce sujet.

De nombreux pays ont conséquemment instauré des registres de rejets et de transferts de polluants (RRTP) qui obligent les établissements industriels à déclarer la quantité et le type de polluants qu'ils rejettent dans l'air, l'eau et le sol, ou qu'ils transfèrent à des fins d'élimination ou de recyclage, ou à d'autres fins.

L'Amérique du Nord a pris les devants en recueillant et en publiant les données des RRTP, et dans le cadre d'un effort concerté dirigé par la CCE, qui a débuté en 1995 et suscité l'instauration du programme mexicain de RRTP à déclaration obligatoire en 2004, les travaux nord-américains dans ce domaine sont devenus un modèle de coopération continentale.

Le projet de la CCE consacré au Registre nord-américain de rejets et de transferts de polluants (RNARTP) favorise l'accès du public aux données des registres afin de mieux connaître les

sources et la gestion des polluants qui suscitent des préoccupations communes. Il facilite également l'utilisation des données de RRTP pour établir des priorités et prendre des décisions visant à protéger la santé des collectivités et des écosystèmes nord américains, à soutenir la gestion des substances chimiques et à diminuer la pollution.

Le projet de RNARTP a pour but de compiler et de diffuser les données déclarées par les établissements industriels dans le cadre des trois programmes nationaux de RRTP. Ses activités consistent à valoriser les données en les intégrant, en les analysant et en les diffusant par le truchement du rapport *À l'heure des comptes* et du site Web *À l'heure des comptes en ligne*. Le fait de fournir des renseignements sur le contexte de déclaration des rejets et des transferts dans le cadre des RRTP, notamment les éléments qui différencient les trois programmes, facilite l'utilisation et l'interprétation des données. La fonction de recherche de ce site Web permet aux utilisateurs d'examiner les rejets et les transferts de polluants provenant de plus de 35 000 établissements industriels en Amérique du Nord, d'établir des rapports dans une variété de formats, de dresser des cartes et de les visualiser dans Google Earth, et d'analyser les données des RRTP en fonction d'emplacements tels que les bassins hydrographiques et les agglomérations en recourant à des données géospatiales provenant de l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord qu'a établi la CCE.

Réalisations

Le projet de RNARTP a contribué aux activités nationales liées au RRTP, dont l'instauration du programme mexicain à déclaration obligatoire et la publication de données de RRTP par deux États du Mexique. Ces activités concertées ont permis d'améliorer la comparabilité et la qualité des données déclarées.

Par ailleurs, les réunions publiques tenues dans le cadre du projet ont servi à catalyser les discussions entre les intervenants en vue de régler les questions environnementales préoccupantes à l'échelle locale. Par exemple, celle tenue en 2009 à Guadalajara, au Mexique, a réuni des représentants de la société civile, du secteur privé, et des gouvernements fédéral et étatiques afin d'examiner la pollution chimique dans la collectivité d'El Salto, ainsi que les lacunes en matière de déclaration et d'accès à l'information.

À l'échelle internationale, le projet de RNARTP sert de modèle à d'autres activités régionales telles que le projet de RRTP pour l'Amérique centrale, lequel est parrainé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et la *Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo* (Commission de l'Amérique centrale pour l'environnement et le développement). L'UNITAR a également proposé l'établissement d'un rapport sur les rejets et les transferts de polluants dans l'Arctique en se fondant sur celui de la CCE, à savoir *À l'heure des comptes*.

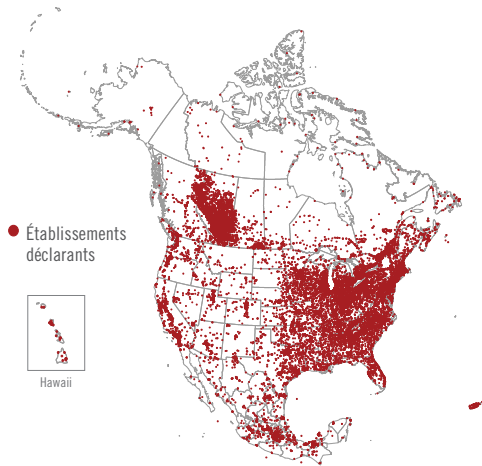
Projets connexes de la CCE

Les ressources et les outils en matière d'information du projet de RNARTP soutiendront celui intitulé **Renforcement des capacités d'amélioration de l'hygiène du milieu dans les collectivités vulnérables d'Amérique du Nord** prévu dans le Plan opérationnel de la CCE pour 2011 et 2012. Il suscitera également la réalisation d'activités et l'élaboration de documents relatifs à l'*Atlas environnemental de l'Amérique du Nord*, ainsi que des travaux dans le cadre du projet intitulé **Surveillance et évaluation environnementales des substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**, et ce, en vue d'améliorer la gestion rationnelle des produits chimiques à l'échelle continentale.

Partenaires

Outre le fait de collaborer avec des organismes nationaux et internationaux, la CCE travaille en étroite collaboration avec les responsables des programmes de RRTP d'Amérique du Nord, à savoir l'*Inventaire national des rejets de polluants du Canada*, le *Registro de Emisiones y Transferencia de Contaminantes* (Registre de rejets et de transferts de polluants) du Mexique, et le *Toxics Release Inventory* (Inventaire des rejets toxiques) des États-Unis.

Répartition des établissements ayant soumis des déclarations aux RRTP en Amérique du Nord, 2006



Nota : Chaque pays a établi des critères de déclaration précis pour les secteurs, les établissements et les polluants qui influent sur le profil nord-américain de la pollution industrielle.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Orlando Cabrera**, par courriel, à l'adresse ocabrera@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4323.

Méthodes d'identification et de suivi des produits chimiques commerciaux en Amérique du Nord



Le Canada, le Mexique et les États-Unis ont mis sur pied des activités concertées, par l'intermédiaire de la CCE, afin de réduire les risques que présentent les produits chimiques dangereux pour la santé et l'environnement en Amérique du Nord.

Les produits chimiques servent à fabriquer les produits d'usage quotidien, des vêtements, des meubles, des jouets, des automobiles, des matériaux de construction et même des aliments que l'on consomme. Ils jouent un rôle important dans la qualité de vie, mais certains peuvent s'avérer néfastes à la santé et à l'environnement, notamment lorsqu'ils ne sont pas employés convenablement ou sont mal gérés à n'importe quel stade de leur cycle de vie.

Par le passé, que ce soit en Amérique du Nord ou ailleurs dans le monde, la manière dont on caractérisait et gérait certains produits à titre de dangereux ou de toxiques s'avérait parfois hasardeuse, et cela s'effectuait le plus souvent seulement après avoir découvert qu'ils présentaient des risques à l'égard de la santé ou de l'environnement. Le Canada, le Mexique et les États-Unis ont mis sur pied des activités concer-

tées, par l'intermédiaire de la CCE, afin de réduire les risques que présentent les produits chimiques dangereux pour la santé et l'environnement en Amérique du Nord. Ces activités ont favorisé la mise en œuvre d'accords internationaux visant à examiner le processus d'évaluation des produits chimiques et améliorer leur gestion dans le monde entier.

L'identification et le suivi de ces produits sont essentiels en vue de réduire les risques associés à leur production, à leur utilisation et à leur élimination, et constituent des fondements pour pouvoir instaurer des contrôles et une réglementation à l'échelon national. Ce projet rassemble des spécialistes nord-américains en vue d'améliorer la compatibilité et la comparabilité des bases de données de chaque pays sur les produits chimiques commerciaux, et il vise aussi à apporter un soutien technique au Mexique en vue de

terminer son propre inventaire de ces produits. Une fois qu'il sera terminé, dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, les décideurs et le public disposeront d'informations plus précises pour diminuer les risques liés aux produits chimiques généralement utilisés et faciliter leur gestion rationnelle.

Outre l'établissement d'inventaires pour mieux connaître les produits chimiques, ce projet visera à rendre compte des efforts déployés en Amérique du Nord afin de les gérer de façon rationnelle. À cet égard, l'organisation d'une

conférence nord-américaine sur les produits chimiques offrira une tribune en vue d'appliquer le principe de transparence, d'examiner la gestion de ces produits et de solliciter, par la même occasion, la participation d'un vaste éventail d'intervenants, notamment l'industrie, le secteur des affaires, les syndicats, les organisations non gouvernementales de l'environnement, les associations de femmes, les organismes autochtones et les tribus, les établissements d'enseignement, les gouvernements fédéraux et les administrations municipales.

Réalisations

Au cours des dernières années, la CCE a apporté sa contribution à d'importants progrès dans le commerce et les échanges de produits chimiques au Mexique. Cela a donné lieu à l'établissement d'un inventaire de leurs importations ainsi qu'à une analyse du cadre réglementaire relatif à la gestion de ces produits dans ce pays.



Projets connexes de la CCE

Les informations recueillies grâce aux inventaires de produits chimiques en Amérique du Nord étayeront les travaux réalisés dans le cadre des projets suivants : **Stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**, **Surveillance et évaluation environnementales des substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**, **Amélioration de l'application des lois de l'environnement en Amérique du Nord** et **Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord**.

Partenaires

Le suivi des produits chimiques dans les trois pays réclame une collaboration entre les organismes et les spécialistes fédéraux responsables de la protection et de la gestion de la santé, de l'environnement, des ressources naturelles, de l'agriculture et du commerce transfrontalier. Il exige également l'échange d'informations avec les associations industrielles et leurs membres, ainsi qu'au sein de ces associations, notamment dans les domaines de la fabrication, de la transformation, du traitement, du recyclage, de l'élimination, du transport, de l'importation et de l'exportation des produits chimiques.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Ned Brooks**, par courriel, à l'adresse nbrooks@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4372.

Stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes

Les scientifiques ont constaté que certaines substances chimiques dangereuses persistent longtemps dans l'environnement sans se décomposer. Elles s'y accumulent, au même titre que chez les humains, par le truchement de la chaîne alimentaire en se concentrant dans les tissus des végétaux et des animaux. En Amérique du Nord, il n'est pas du tout rare que le poisson des lacs, des rivières et des océans, même dans des zones vierges, soit contaminé par des substances chimiques, à tel point que la consommation de ce poisson peut être dangereuse pour les humains et les animaux sauvages. Ces substances peuvent également contaminer la viande, les produits laitiers et le lait humain.

En 1995, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont instauré un programme de gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC) par l'entremise de la CCE afin de réduire les risques que ceux-ci présentent pour la santé et l'environnement en Amérique du Nord. Pour ce qui est du présent projet, il est axé sur les substances qui persistent et s'accumulent dans l'environnement et les aliments. Les pesticides tels que les DDT, le lindane et le chlordane, ainsi que les biphényles polychlorés (BPC) et le mercure, ont fait l'objet d'imposants travaux de la part des trois pays. Il s'agit de substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes en raison des risques que l'exposition à ces substances présente pour la santé, notamment le système nerveux, l'appareil reproducteur et le développement de l'enfant. Les projets dont la CCE a facilité l'exécution ont permis de réduire ces risques, et les projets en cours visent un nombre limité de substances énumérées ci-après.

Les dioxines et furanes sont des substances chimiques toxiques, persistantes et bioaccumulatives que l'on trouve en très petites quantités dans l'environnement, à savoir l'air, l'eau et le sol,

et l'on a constaté que l'exposition à ces substances avait un éventail d'effets néfastes sur la santé et l'environnement. Les dioxines et furanes sont des sous-produits de la combustion de déchets, du bois et d'autres matières combustibles, et ils peuvent aussi provenir de certains procédés industriels. Dans le cadre de ses travaux, la CCE s'emploie à quantifier les concentrations de ces substances dans l'environnement et les aliments ainsi que chez les humains, et à savoir d'où elles proviennent et de quelle manière elles sont transportées. Elle prévoit aussi mener un examen des stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques, de même qu'élaborer et diffuser de l'information à ce sujet.

Le mercure constitue un puissant neurotoxique qui peut avoir des effets néfastes sur les humains et les animaux sauvages lorsqu'ils inhalent ses vapeurs ou consomment du poisson dont la chair en contient. Bien que le mercure soit naturellement présent dans la croûte terrestre, les activités humaines telles que l'exploitation minière et la combustion de charbon sont des sources de rejet de mercure dans l'environnement. Se fondant sur des travaux aussi considérables qu'exhaustifs réalisés au sujet du mercure, la CCE élaborera une nouvelle stratégie trinationale de gestion de cette substance après avoir étudié des moyens de gérer et d'entreposer de façon sécuritaire les déchets qui en contiennent.

Les ignifugeants sont des substances chimiques dont on imprègne les plastiques, les mousses et d'autres produits afin de diminuer leur combustibilité. Un groupe de ces substances, les polybromodiphényléthers (PBDE), persiste dans l'environnement et semble avoir des effets préjudiciables sur la santé et l'environnement. Les travaux que finance la CCE permettront de déterminer les sources, le devenir

et les effets des PBDE rejetés dans l'environnement, de trouver des produits de remplacement pour les petites et moyennes entreprises manu-

facturières du Mexique, et d'élaborer des stratégies afin que ces substances ne se retrouvent pas dans le recyclage.

Réalisations

Grâce à la CCE, l'Amérique du Nord a accompli d'importants progrès dans la diminution et l'élimination des risques que présentent les substances qui suscitent des préoccupations communes, dont les suivants :

- L'utilisation de pesticides tels que le chlordane, le lindane et le DDT, soit des substances ciblées dès le début du programme de GRPC de la CCE, a été considérablement réduite ou abolie en Amérique du Nord.
- L'utilisation des BPC se limite maintenant aux transformateurs et aux condensateurs électriques existants à titre d'agent refroidissant. Établi par la CCE, le Plan d'action régional nord-américain relatif aux BPC a énoncé des mesures gouvernementales visant à entreposer convenablement les BPC en fin de vie utile dans les trois pays et à y instaurer des programmes destinés à les détruire de façon sécuritaire.

Projets connexes de la CCE

En plus d'élaborer des stratégies de réduction des risques, la CCE travaille de concert avec des organismes nord-américains compétents en matière de substances chimiques et de santé dans le cadre du projet intitulé **Surveillance et évaluation environnementales des substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**. Dans le même ordre d'idées, le projet intitulé **Méthodes d'identification et de suivi des produits chimiques commerciaux en Amérique du Nord** permettra de mieux connaître les produits chimiques que fabrique et utilise l'industrie dans les trois pays, alors que celui intitulé **Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord** constitue un élément clé pour exercer un suivi des substances chimiques rejetées dans l'environnement.

Partenaires

La CCE et les organismes de la santé et de l'environnement du Canada, du Mexique et des États Unis collaborent avec diverses organisations non gouvernementales, notamment le *Red de Acción sobre Plaguicidas y Alternativas* (Réseau d'action sur les pesticides et les produits de remplacement) afin de réaliser ces travaux. En outre, la CCE coordonne ses activités avec celles d'organismes internationaux tels que l'**Organisation mondiale de la santé** et du **Programme des Nations Unies pour l'environnement**. En collaboration avec les organismes fédéraux de la santé et de l'environnement, la CCE sollicite au besoin le soutien et la participation du public, d'intervenants et de spécialistes.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Ned Brooks**, par courriel, à l'adresse nbrooks@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4372.

Surveillance et évaluation environnementales des substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes



Une fois rejetées dans l'environnement, certaines substances chimiques peuvent faire le tour de la planète, étant donné qu'elles sont transportées librement au-delà des frontières nationales par les vents, les courants océaniques, les rivières et les ruisseaux, et finir leur périple dans les milieux les plus reculés. Elles peuvent également demeurer dans un milieu pendant longtemps et s'établir dans la chaîne alimentaire en atteignant des concentrations qui sont aussi dangereuses pour les humains que pour les écosystèmes.

Certaines de ces substances chimiques, dont des pesticides tels que le DDT et le lindane ainsi que le mercure et les dioxines et furanes, et les produits ignifuges tels que les polybromodiphényléthers (PBDE) ont été reconnues comme suscitant des préoccupations communes au Canada, au Mexique et aux États-Unis compte tenu des risques qu'elles présentent à l'égard de leurs citoyens et de leurs écosystèmes. Plusieurs de ces substances sont également visées par des accords internationaux destinés à réduire les risques des substances chimiques à l'échelle mondiale.

Afin de connaître les déplacements de ces substances dans l'environnement et diminuer les effets néfastes qu'elles peuvent avoir, il faut tout d'abord

détecter leur présence et les quantifier avec précision autant dans l'environnement que chez les humains et les espèces sauvages. Ce projet permanent de la CCE consiste à mesurer certains composés chimiques dans les milieux ambiants, à savoir le sol, l'eau et l'air, ainsi que chez les plantes, les animaux et des populations humaines déterminées.

Le Canada et les États-Unis disposent, depuis plusieurs années, de vastes programmes de surveillance et d'évaluation environnementales, alors que le Mexique n'a commencé que récemment à surveiller les substances chimiques à trois emplacements dans le cadre du *Programa Nacional de Monitoreo y Evaluación Ambiental* (Proname, Programme national de surveillance et d'évaluation environnementales). La CCE a apporté son soutien à la création du Proname par le gouvernement fédéral mexicain, plus précisément le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles), en inaugurant le premier de ses trois emplacements de surveillance en 2008. En 2011 et 2012, la CCE contribuera à l'établissement de trois autres emplacements dans le cadre du Proname, portant ainsi à six leur nombre total au Mexique.

Lorsque les emplacements du Mexique seront pleinement en activité, l'Amérique du

Nord disposera de programmes de surveillance et d'évaluation environnementales dans les trois pays, et ceux-ci permettront de recueillir des données comparables et de dresser ainsi un tableau des concentrations et des tendances de ces substances chimiques dans l'ensemble de l'environnement nord-américain, tout en facilitant la prise de décisions quant à leur gestion et à la diminution des risques qu'elles présentent.

Outre l'élargissement du réseau de surveillance, la CCE continuera de soutenir le renforcement des capacités d'analyse des laboratoires mexicains grâce à une formation de haut niveau et à des processus d'assurance et de contrôle de la qualité. Ces activités sont essentielles en vue de veiller à ce que les résultats des analyses soient fiables et de grande qualité à l'échelle trinationale.



Réalisations

Le soutien de la CCE a permis d'établir trois importants emplacements de surveillance au Mexique au cours des deux dernières années, sans compter sa contribution à la formation du personnel des laboratoires mexicains afin d'améliorer la fiabilité de l'échantillonnage et des analyses.

Projets connexes de la CCE

Il s'agit des projets intitulés **Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord** et **Stratégies de réduction des risques d'exposition aux substances chimiques qui suscitent des préoccupations communes**.

Partenaires

En collaboration avec les organismes fédéraux responsables de la santé et de l'environnement dans les trois pays, la CCE sollicite le soutien et la participation d'intervenants et de spécialistes dans diverses disciplines, dont la surveillance environnementale, la biosurveillance et la chimie analytique.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Ned Brooks**, par courriel, à l'adresse <nbrooks@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350-4372, ou avec la coordonnatrice de programme, **Lucie Robidoux**, par courriel, à l'adresse <lrobidoux@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350 4355.

Amélioration de l'application des lois de l'environnement en Amérique du Nord



On estime que dans le monde entier, le crime organisé rapporte des millions de dollars américains de ses activités illégales, qu'il s'agisse de l'élimination de déchets dangereux, du commerce illicite d'espèces sauvages protégées, ou de la contrebande d'éléments réglementés ou interdits tels que les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SACO). Les organismes chargés de l'application des lois ont toujours autant de difficulté à faire obstacle à ce commerce illicite d'espèces sauvages et de matières régies par les lois de l'environnement dans une économie mondiale plus dynamique et plus intégrée.

Pour lutter contre le fléau que constitue ce commerce international illicite d'espèces sauvages et de matières régies par les lois de l'environnement, la CCE offre une tribune au Canada, au Mexique et aux États-Unis qui leur permet d'échanger des renseignements clés et des compétences dans un esprit de collaboration. Dans un tel cadre, les trois pays s'intéressent en commun au commerce des déchets électroniques (p. ex., les tubes cathodiques), des déchets dangereux (y compris les recyclables), des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, des moteurs qui ne respectent pas les normes d'émission imposées (p. ex., les moteurs de motocyclette), et d'espèces de faune et de flore sauvages protégées.

Représentés au sein du Groupe de travail nord américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale, maintenant désigné

Groupe de travail sur l'application et l'observation des lois (GTAOL), les organismes compétents mettront en œuvre une application des lois fondée sur les renseignements en vue d'anticiper, de perturber, d'éliminer et de décourager ce commerce illicite de manière plus efficace et plus ciblée. Les membres du GTAOL entreprendront ensemble les activités suivantes :

- La collecte d'informations dans les trois pays, ainsi que le traitement et l'échange de données sur le commerce illicite en vue de cibler les activités de conformité et d'application des lois relatives aux espèces sauvages et à l'environnement.
- L'évaluation des menaces et des risques, et la rédaction de documents de renseignement afin de faciliter la prise de décisions et la diffusion d'informations appropriées au public nord-américain.
- L'établissement de solides partenariats avec des parties respectueuses des lois.

Notre approche axée sur la collaboration donnera aux organismes nord-américains participants l'occasion d'évaluer en permanence les progrès accomplis et d'adapter leurs interventions, tout en tirant parti de l'échange de compétences et du renforcement des capacités dans des techniques de pointe, notamment en matière d'analyses sur les lieux d'infraction et d'enquêtes secrètes par ordinateur pour détecter les contrevenants.



Réalisations

Les réalisations les plus récentes du GTAOL comprennent des cours de formation en ligne sur les SACO et sur les déchets dangereux, dont ceux qui sont recyclables, à l'intention des fonctionnaires de l'environnement et des douanes, un cours accrédité en analyse judiciaire relative aux espèces sauvages, et une série de séminaires de formation échelonnée sur trois ans à l'intention du secteur judiciaire au Mexique concernant les affaires judiciaires qui portent sur des questions de criminalité environnementale (lequel a mené à la publication conjointe avec l'Université nationale autonome du Mexique d'un document intitulé *Environmental Legislation in North America*). Le site Web www.cec.org/application offre davantage de détails sur ces activités.



Partenaires

Les membres du GTAOL sont de hauts fonctionnaires représentant les services d'application des lois d'Environnement Canada, de l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) et de l'*US Fish and Wildlife Service* (Service des pêches et de la faune) des États-Unis ainsi que du *Procuraduría Federal de Protección al Ambiente* (Bureau du procureur fédéral chargé de la protection de l'environnement) du Mexique.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Marco Heredia**, par courriel, à l'adresse maheredia@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4302.

Amélioration de la comparabilité des données, des méthodes et des inventaires relatifs aux émissions en Amérique du Nord



Les trois pays nord-américains sont la source d'environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Tout objectif nord-américain conjoint en matière d'atténuation gagnerait à s'arrimer à des données et à des informations fiables et comparables sur ces émissions de GES pour pouvoir les échanger sur l'ensemble du continent.

Pour le moment, l'Amérique du Nord compte plusieurs systèmes de déclaration d'émissions de GES autant facultatifs qu'obligatoires aux échelles nationale et infranationale, et ces systèmes diffèrent en raison de leurs particularités et de leur complexité. Les exigences de déclaration des émissions de GES à l'égard des établissements et des secteurs industriels diffèrent également selon le territoire. Par exemple, les seuils de déclaration varient de 10 kilotonnes (kt) en vertu du *Registro de Emisiones y Transferencia de Contaminantes* (Registre de rejets et de transferts de polluants) du gouvernement fédéral mexicain à entre 20 et 25 kt aux États-Unis selon l'État ou la région, et à entre 10 et 100 kt au Canada selon la province.

La mise en œuvre efficace d'activités de réduction des émissions de GES et d'atténuation des

effets des changements climatiques aux échelles locale, régionale et internationale requiert l'instauration de méthodes uniformes de déclaration et de quantification de ces émissions. Cet objectif du projet consiste à améliorer la comparabilité des inventaires sur les émissions de GES dans toute l'Amérique du Nord, et de faire en sorte que les trois pays soient en mesure d'échanger les résultats qu'ils obtiennent et de renforcer leurs capacités en matière de collecte et de gestion de ces estimations concernant les émissions, et ce, tout en visant à atteindre leurs objectifs d'atténuation des effets des changements climatiques.

Au début du projet, il est prévu de mener un examen et une évaluation exhaustifs des données d'inventaire pertinentes. On tiendra autant compte des inventaires sur les GES que ceux sur le carbone noir, ainsi que des inventaires en cours d'établissement dans les États et provinces des trois pays. Les données des divers inventaires donneront lieu à une comparaison en fonction des lignes directrices pour l'établissement de rapports élaborées par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

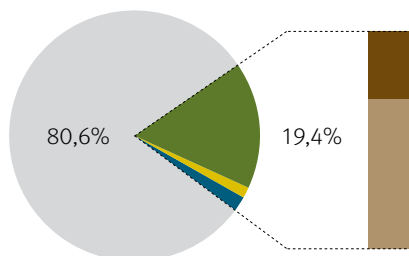
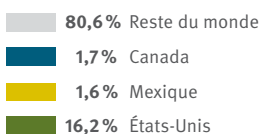
Cette évaluation permettra de dresser un tableau complet des efforts en cours en Amérique du Nord en vue d'établir ce type d'inven-

taires. Elle permettra également de cerner des questions et des domaines où l'amélioration de la comparabilité et de la structure des inventaires d'émissions de GES peut permettre aux

trois pays de progresser en vue d'atteindre leurs objectifs d'atténuation des effets des changements climatiques et de soutenir ultérieurement d'autres travaux concertés.

Part de l'Amérique du Nord dans les émissions mondiales de GES pour les six catégories du GIEC en 2005

Part de l'Amérique du Nord dans les émissions mondiales de GES



Part du secteur nord-américain de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles dans les émissions mondiales de GES



Les données relatives au Mexique sont celles de l'année 2006, car aucune donnée précise n'était disponible pour 2005 dans le rapport *Cuarta Comunicación Nacional ante la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático*.

Projet connexe de la CCE

Les informations recueillies grâce à ce projet pourront être utiles dans le cadre de celui intitulé **Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques**.

Partenaires

Les partenaires du projet comprennent **Environnement Canada**, l'*Instituto Nacional de Ecología* (Institut national d'écologie) du Mexique et l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis, de même que des organismes provinciaux, étatiques et régionaux participant à l'application de stratégies d'atténuation des effets des changements climatiques.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Orlando Cabrera**, par courriel, à l'adresse ocabrera@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4323.

Sources et stockage de carbone dans les écosystèmes : informations nécessaires en vue de quantifier et de gérer les réductions d'émissions de gaz à effet de serre



En voyageant d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord, on se rend compte que les paysages changent à mesure que l'on avance, et qu'ils passent d'un horizon urbain à des terres cultivées, et de déserts à des forêts. Ces paysages constituent les écosystèmes qui recouvrent la surface de la Terre. Ils jouent également un rôle important dans la manière dont la planète transforme, absorbe et stocke le carbone, une substance qui est à la base de toutes les formes de vie. Mais le carbone est également rejeté dans l'atmosphère par suite des activités humaines, devenant ainsi un élément constitutif des gaz à effet de serre (GES) qui contribuent aux changements climatiques. La réduction de ces gaz représente l'un des principaux objectifs des trois pays nord-américains en vue de diminuer les effets des changements climatiques, tout en procédant à une transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'un des moyens d'assurer la gestion des GES consiste à maintenir ou à augmenter le stockage naturel du carbone dans les écosystèmes en empêchant que des changements radicaux se produisent dans la couverture terrestre, notamment la déforestation à grande échelle. Un autre moyen consiste à augmenter la superficie des zones boisées en y plantant des arbres ou en gérant les forêts de façon durable. Depuis le début du 20^e siècle, la déforestation a contribué à un tiers de la quantité totale d'émissions de GES à l'échelle mondiale. Au Mexique seulement, la déforestation et la dégradation des forêts sont chaque année à l'origine

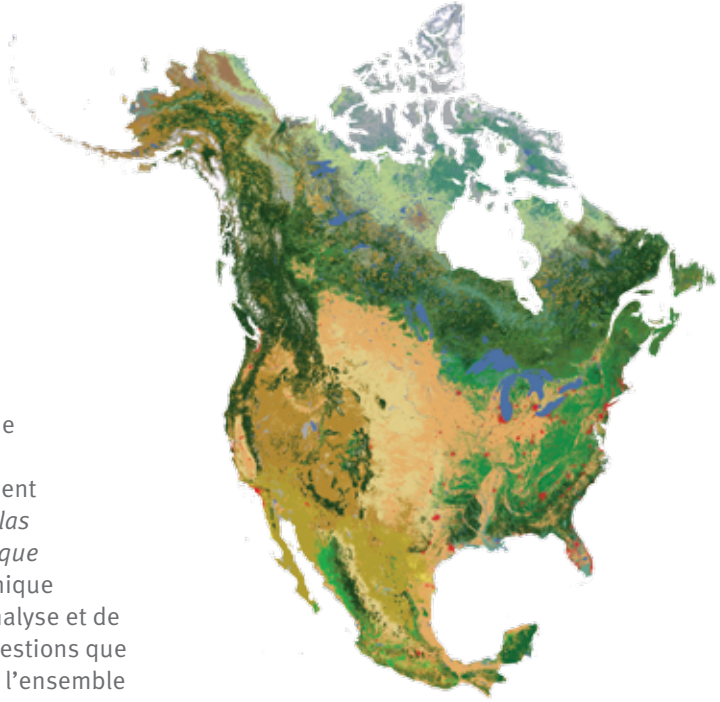
de 10 % de la quantité totale d'émissions de GES. Une gestion plus durable des forêts constitue l'un des moyens d'enrayer ce phénomène. Les améliorations que le Mexique a apportées à cette gestion ont déjà permis de réduire de plus de 10 millions de tonnes par année la quantité d'émissions de GES liées aux forêts.

La compréhension de la manière dont le carbone est stocké varie dans chaque paysage, et le fait de connaître l'ampleur des changements qu'ont subis la couverture terrestre et l'affectation des sols au fil du temps permet aux scientifiques et aux décideurs de mettre en place des activités scientifiques en vue de réduire efficacement les émissions de GES. Étant donné que les paysages d'Amérique du Nord s'étendent au-delà des frontières nationales, la coopération internationale s'avère essentielle pour rendre uniformément compte des sources et du stockage du carbone.

Ce projet réunira des spécialistes en cartographie de la couverture terrestre et de ses changements, et permettra ainsi de renforcer l'approche nord-américaine consistant à mesurer et à exercer un suivi de ces changements au fil du temps. Il donnera également lieu à l'utilisation d'images satellitaires pour recueillir des données spatio-temporelles uniformes qui serviront à évaluer la couverture terrestre et les changements qu'elle subit. Le projet réunira aussi d'autres spécialistes pour pouvoir rendre compte de la quantité de carbone stockée dans les écosystèmes et des changements à ce chapitre en recourant à des cartes et données publiques.

Réalisations

La CCE a déjà financé le *Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre* en vue de conclure, en 2005, l'établissement d'une carte de cette couverture en Amérique du Nord, et de mettre au point une méthode permettant d'y détecter des changements. Elle a également financé l'élaboration de *l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord*, un outil cartographique interactif de recherche, d'analyse et de gestion relativement aux questions que suscite l'environnement sur l'ensemble du continent. Cet atlas renfermera toutes les données et les cartes concernant la couverture terrestre.



La couverture terrestre en 2005, tiré de *l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord*. <www.cec.org/atlasan>

Projets connexes de la CCE

Ce projet permettra de mieux connaître le stockage du carbone dans les prairies, et il est en rapport avec celui intitulé **Les prairies d'Amérique du Nord : activités de gestion et partenariats destinés à améliorer la résilience des écosystèmes et des collectivités**. Il complétera également les travaux d'inventaire des émissions de GES menés dans les trois pays, qui cadrent avec le projet intitulé **Amélioration de la comparabilité des données, des méthodes et des inventaires relatifs aux émissions en Amérique du Nord**, et constituera une source de données et d'informations pour le projet intitulé **Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques**.

Partenaires

Dans le cadre de ce projet, les partenaires comprennent **Ressources naturelles Canada** et son Centre canadien de télédétection, trois organismes mexicains : *l'Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática* (Institut national de statistiques et de géographie), la *Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad* (Commission nationale sur la connaissance et l'utilisation de la biodiversité) et la *Comisión Nacional Forestal* (Commission forestière nationale), ainsi que *l'United States Forest Service* (Service des forêts des États-Unis) et *l'United States Geological Survey* (Service géologique des États-Unis).

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec la gestionnaire de programme, **Karen Richardson**, par courriel, à l'adresse <krichardson@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350-4326.

Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques



Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de quelque 18 % en Amérique du Nord, soit à peu près dans la même proportion que la totale d'énergie.

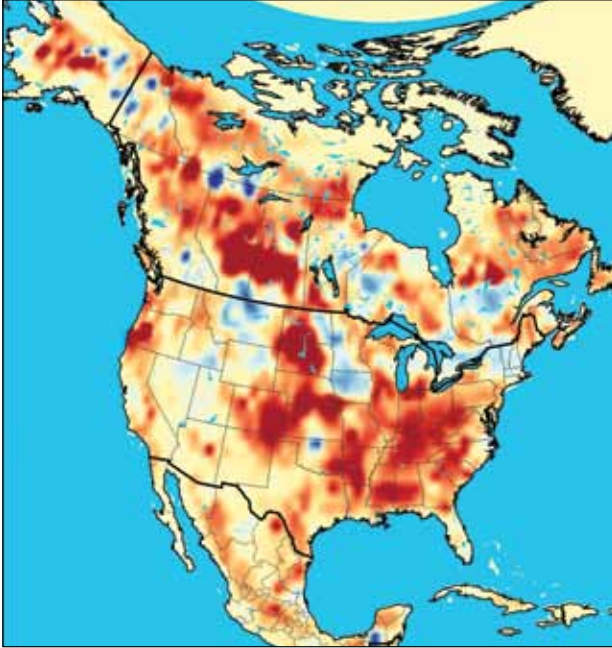
Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de quelque 18 % en Amérique du Nord, soit à peu près dans la même proportion que la consommation totale d'énergie. L'augmentation de ces gaz dans l'atmosphère provoque d'importants changements à long terme qui influent sur le climat mondial. Les effets de ces changements climatiques comprennent un réchauffement de la température moyenne de l'air tout au long de l'année (elle a déjà augmenté de plus de 2 °C depuis 50 ans et devrait continuer d'augmenter), de très fortes précipitations, des vagues de chaleur plus fréquentes et des sécheresses prolongées, ainsi que le réchauffement de la température des océans, l'élévation de leur niveau et leur acidification.

La connaissance de la manière dont se produisent les changements climatiques et à quels endroits ils auront des incidences exige une collecte à long terme de données et d'informations, mais celles-ci s'avèrent complexes et dynamiques et leur masse augmente rapidement. Certaines d'entre elles sont très techniques et noyées dans la grande quantité de données dis-

ponibles. Les scientifiques gouvernementaux ont besoin d'outils efficaces pour déterminer si les informations ont un caractère scientifique et une portée continentale, et si elles ont subi un examen détaillé à l'échelle internationale. Ils ont également besoin d'accéder à des informations actualisées pour pouvoir éclairer les décisions stratégiques et orienter les recherches. Mais plus important encore, les besoins en information sont considérables à l'échelle du continent pour pouvoir intervenir à l'égard des changements climatiques et faire en sorte de s'y adapter et de les atténuer en recourant à la coopération des trois pays nord-américains.

Ce projet consistera à élaborer une méthode dynamique d'échange de données et d'informations, notamment en se servant des nouveaux outils que représentent les médias sociaux. La plateforme donnera accès à des informations qui sont comparables et compatibles, et dont la forme les rendra utiles dans toute l'Amérique du Nord. En outre, le projet constituera un moyen de transmission de connaissances par le fait qu'il servira à recueillir et à diffuser des informations pertinentes.

Changements dans la capacité d'absorption du carbone terrestre en Amérique du Nord attribuables à la sécheresse



Les zones rouges indiquent une absorption réduite de dioxyde de carbone atmosphérique pendant la sécheresse de l'été 2002, tandis que les zones bleues montrent une absorption accrue. Source : *National Atmospheric and Oceans Administration*.

Réalisations

La CCE a déjà financé une plateforme en ligne pour ses données géospatiales dans le cadre de l'*Atlas environnemental de l'Amérique du Nord*. Elle a également élaboré plusieurs plateformes de données comparables et compatibles pour les besoins du projet intitulé *Registre nord-américain de rejets et de transferts de polluants*.

Projets connexes de la CCE

Le projet intitulé *Sources et stockage de carbone dans les écosystèmes : informations nécessaires en vue de quantifier et de gérer les réductions d'émissions de gaz à effet de serre* permettra de produire des données et des cartes qui alimenteront la plateforme d'échange d'informations, au même titre que les données sur les GES découlant du projet intitulé *Amélioration de la comparabilité des données, des méthodes et des inventaires relatifs aux émissions en Amérique du Nord*.

Partenaires

Les partenaires de ce projet comprennent *Environnement Canada*, le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) du Mexique et l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États Unis.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Orlando Cabrera**, par courriel, à l'adresse ocabrera@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4323.

Amélioration des conditions favorisant le bâtiment écologique en Amérique du Nord



Debbie Franke

Le Conseil du bâtiment écologique des États-Unis estime que ce type de bâtiment permet en moyenne de réduire la consommation d'énergie de 30 %, celle de l'eau de 30 à 50 % et les émissions de carbone de 35 %.

Sur le continent nord-américain, les bâtiments sont d'importants consommateurs d'électricité et d'eau et contribuent à 35 % environ de la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre. Mais l'écologisation de la construction des structures peut permettre de réduire les répercussions des bâtiments sur l'environnement. Le *Green Building Council* (Conseil du bâtiment écologique) des États-Unis estime que ce type de bâtiment permet en moyenne de réduire la consommation d'énergie de 30 %, celle de l'eau de 30 à 50 % et les émissions de carbone de 35 %.

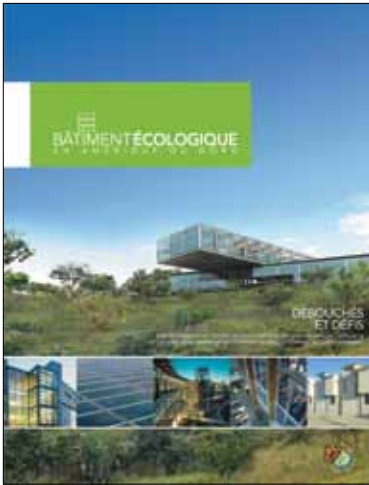
On construit déjà des bâtiments écologiques dans l'ensemble de l'Amérique du Nord et ils remportent des prix grâce à une conception avant-gardiste, à une utilisation judicieuse de l'eau « grise », à l'intégration de panneaux solaires ou à un concept de bâtiment solaire passif, ou au fait de ne produire aucune émission de carbone. Mais on a encore besoin d'une connaissance exhaustive du vaste éventail de techniques, de matériaux et de méthodes de construction écologiques déjà utilisés sur le continent.

Le rapport intitulé *Le bâtiment écologique en Amérique du Nord : débouchés et défis*, que la CCE a publié en 2008, formule des recom-

mandations pour que ce mode de construction devienne la norme en Amérique du Nord à l'égard de tous les bâtiments, qu'ils soient nouveaux ou existants. Grâce à ce projet, un nouveau groupe de travail trilatéral sur la construction de bâtiments écologiques donnera suite à ces recommandations et dressera un plan directeur afin de supprimer les entraves existantes et d'accélérer l'essor de ce type de bâtiment sur le continent.

Le groupe de travail, dont les membres comprendront des chefs de file dans le secteur du bâtiment écologique, des chercheurs et des fonctionnaires d'un peu partout en Amérique du Nord, contribuera à cerner les débouchés et les obstacles à la construction de bâtiments écologiques et à l'utilisation de matériaux connexes en Amérique du Nord.

En vue de dresser le plan directeur susmentionné, le groupe de travail rencontrera des dirigeants et des spécialistes du bâtiment afin d'examiner des questions telles que les processus communs de certification de méthodes et de matériaux de construction écologiques, les pratiques exemplaires en matière de rendement énergétique, et les mesures incitatives destinées à diminuer la consommation d'énergie et d'eau.



Réalisations

Le rapport de la CCE sur le bâtiment écologique en Amérique du Nord a reçu le soutien de nombreux architectes, ingénieurs et promoteurs de premier plan en recommandant des moyens précis de diminuer les répercussions environnementales des bâtiments. En 2010, la CCE a réuni des représentants d'organismes gouvernementaux des trois pays afin d'uniformiser les normes et les systèmes de cotation en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments.

Projet connexe de la CCE

Étant donné que la consommation d'énergie des bâtiments contribue de façon importante à l'émission de gaz à effet de serre, ce projet pourra constituer une source d'informations pertinentes au projet intitulé Plateforme nord-américaine d'échange d'informations en ligne sur les changements climatiques.



Partenaires

Outre les travaux en collaboration avec l'éventail de chefs de file et de spécialistes dans le domaine du bâtiment écologique siégeant au sein du groupe de travail, ce projet continuera de donner lieu à des partenariats avec des conseils du bâtiment écologique, des programmes de certification comme le programme *Energy Star* de l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis visant les bâtiments, et des organismes gouvernementaux comme la *Comisión Nacional para el Uso Eficiente de Energía* (Commission nationale pour l'utilisation efficace de l'énergie).

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Benjamin Teitelbaum**, par courriel, à l'adresse bteitelbaum@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4334.

Amélioration de la performance économique et environnementale des chaînes d'approvisionnement dans l'industrie automobile nord-américaine



Le défi auquel fait maintenant face l'Amérique du Nord consiste à construire des automobiles qui respectent davantage l'environnement, et ce, au moment même où l'industrie automobile cherche à tirer parti de l'innovation afin de restructurer sa part de marché à l'échelle mondiale.

Bon nombre des automobiles que nous conduisons sont réellement des produits nord-américains, car elles peuvent être construites aux États-Unis avec un moteur fabriqué au Canada et une transmission fabriquée au Mexique. Ces pièces, tout comme des milliers d'autres que fabriquent et assemblent des entreprises d'un bout à l'autre du continent, constituent les éléments d'une vaste chaîne d'approvisionnement qui relie les trois pays.

Le défi auquel fait maintenant face l'Amérique du Nord consiste à construire des automobiles qui respectent davantage l'environnement, et ce, au moment même où l'industrie automobile cherche à tirer parti de l'innovation afin de restructurer sa part de marché à l'échelle mondiale. Ce projet vise à soutenir l'écologisation des chaînes d'approvisionnement du secteur de cette industrie en aidant chaque maillon de la chaîne à devenir plus efficace sur les plans énergétique et environnemental, à utiliser et

recycler plus efficacement les matériaux et, en fin de compte, à contribuer à la diminution des émissions et de la consommation de carburant.

Grâce à un partenariat novateur déjà en place aux États-Unis, le *Suppliers Partnership for the Environment* (Partenariat de fournisseurs pour l'environnement), la CCE aidera les fournisseurs canadiens et mexicains à établir des relations afin que cette activité environnementale ait un caractère nord-américain, tout comme la chaîne d'approvisionnement.

Le projet est destiné à constituer un réseau de partenaires dans l'industrie automobile pour qu'ils puissent échanger les pratiques exemplaires déjà en application aux États-Unis, ainsi que des informations illustrant de quelle manière les chaînes d'approvisionnement de cette industrie améliorent les conditions environnementales et créent des débouchés économiques dans l'ensemble du processus de fabrication de chacun des trois pays.

Réalisations

Les travaux destinés à écologiser les chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile nord-américaine ont débuté en 2007 par des discussions visant à étendre le partenariat de fournisseurs au Canada et au Mexique, ainsi que par des travaux préliminaires d'élaboration d'une stratégie orientant la poursuite des objectifs d'écologisation avec les fournisseurs dans les trois pays. Ce projet avait été mis en suspens en 2009 en raison des enjeux économiques auxquels faisait face l'industrie de l'automobile à ce moment-là.



Projet connexe de la CCE

Le projet de la CCE intitulé **Amélioration des conditions favorisant le bâtiment écologique en Amérique du Nord** vise un objectif similaire, à savoir l'écologisation dans le domaine de la construction à l'échelle du continent.

Partenaires

Des dizaines d'entreprises du secteur de l'automobile et leurs fournisseurs sont déjà membres du *Suppliers Partnership for the Environment* et travaillent en étroite collaboration avec l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis. Ce projet donnera lieu à une recherche active de nouveaux membres au Canada et au Mexique, notamment ceux qui collaborent de près avec les associations industrielles.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Benjamin Teitelbaum**, par courriel, à l'adresse <bteitelbaum@cec.org>, ou par téléphone, au 514 350-4334.

Gestion rationnelle des déchets électroniques en Amérique du Nord



Les appareils électroniques – télévisions, téléphones intelligents et ordinateurs – font partie intégrante de la vie d'aujourd'hui. Ils sont plus abordables que jamais, sauf qu'ils deviennent très rapidement désuets. Lorsque c'est le cas, la plupart d'entre eux sont mis au rebut, entreposés ou expédiés vers des pays où le recyclage ne s'effectue pas toujours de façon respectueuse de l'environnement. Les appareils électroniques contiennent quelque 40 à 60 composants et métaux qui, lorsqu'ils ne sont pas gérés adéquatement, peuvent présenter d'importants risques pour la santé et l'environnement en raison de la lixiviation de métaux tels que le plomb, le mercure et le cadmium, ou l'écoulement de composés éventuellement dangereux que les produits ignifuges à base de brome.

La gestion écologiquement rationnelle (GER) des déchets électroniques est une question préoccupante en Amérique du Nord, en raison du nombre toujours plus grand d'appareils électroniques mis au rebut chaque année qui contiennent des matières et substances dangereuses. Pour cette raison, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont mis un projet sur pied

afin de dresser un portrait des mouvements transfrontaliers, ou flux, des ordinateurs, des moniteurs et des autres appareils électroniques usagés et en fin de vie utile en Amérique du Nord. Ce projet a pour but de quantifier et de caractériser les importations et les exportations de matériel électronique usagé à partir et à destination de l'Amérique du Nord, et de fournir ainsi aux décideurs de l'information dont ils peuvent se servir pour élaborer des politiques et des stratégies et les appliquer afin de résoudre ce problème à l'échelle du continent.

Un autre volet du projet consiste à renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises (PME) de reconditionnement et de recyclage afin qu'elles puissent mettre en œuvre des pratiques de GER des déchets électroniques. Il est prévu de diffuser de l'information pertinente sur la gestion écologique des substances dangereuses et la récupération des métaux précieux, et de mettre à la disposition des petites entreprises des outils de formation afin de soutenir leurs actions en faveur des « emplois verts » et d'améliorer la santé et la sécurité au travail de leurs salariés.

Réalisations

En février 2011, la CCE a organisé le premier atelier sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques à Guadalajara, au Mexique, et des spécialistes des trois pays y ont recommandé des stratégies adaptées aux PME. Cet atelier a permis de tirer parti des vastes connaissances et des compétences techniques de ces spécialistes ainsi que des questions judicieuses des participants.

Le site Web www.cec.org/dechetselectroniques2011 offre davantage d'informations sur cet atelier ainsi que sur d'autres réunions et ressources supplémentaires.

En juin 2011, le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la CCE a organisé une tribune afin d'examiner la croissance rapide de la masse de déchets électroniques en Amérique du Nord et la manière dont le Canada, le Mexique et les États-Unis peuvent favoriser une GER de ces déchets grâce à la conception des produits, au recyclage et au renforcement de la coopération en matière d'application des lois. Les résultats de cette tribune publique ont aidé le CCPM à formuler des recommandations au Conseil de la CCE, lesquelles figurent dans l'Avis n° 11-03. Le texte intégral de l'Avis au Conseil est consultable à l'adresse : www.cec.org/avis_ccpm_11-03.



Projets connexes de la CCE

Ce projet permettra de poursuivre les travaux que la CCE a entrepris dans le cadre d'activités relatives aux déchets électroniques et à d'autres aspects du domaine de l'électronique, et ce, dans le cadre des priorités stratégiques intitulées **L'écologisation de l'économie nord-américaine** et **Des collectivités et des écosystèmes en santé**.

Partenaires

Les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de ce projet comprennent la **Division de la réduction et de la gestion des déchets** à Environnement Canada; la **Dirección General de Gestión Integral de Materiales y Actividades de Riesgo** (Direction générale de la gestion intégrée des matières et des activités dangereuses) au **Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales** (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles), et la **Dirección General de Investigación sobre la Contaminación Urbana y Regional** (Direction générale des enquêtes sur la pollution urbaine et régionale) à l'**Instituto Nacional de Ecología** (Institut national d'écologie) du Mexique; l'**Office of Recovery and Conservation of Resources** (Bureau de la récupération et de la conservation des ressources) à l'**Environmental Protection Agency** (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, prière de communiquer avec le gestionnaire de programme, **Marco Heredia**, par courriel, à l'adresse maheredia@cec.org, ou par téléphone, au 514 350-4302.



Commission de coopération environnementale

393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) Canada H2Y 1N9
t 514 350-4300 f 514 350-4314
info@cec.org / www.cec.org

